

Actualités européennes

ÉLECTIONS DE JUIN 2009 POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN : UNE APPROCHE COMPARÉE ET DYNAMIQUE DE L'ABSTENTION

Par Pierre Verluise, chercheur à l'IRIS / 22 juin

À l'échelle de l'Union européenne, la faible participation aux élections du 4 au 7 juin 2009 pour l'élection de 736 députés au Parlement européen est bien connue, mais que nous apprennent les comparaisons à l'échelle nationale ? Il importe, en effet, de distinguer les situations des 27 États et de chercher à saisir dans ce cadre les dynamiques par rapport aux élections précédentes.

http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_europe/2009-06-22.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Obama et les questions de politique intérieure" - Par Charlotte LEPRI, chercheur à l'IRIS, 23 juin



"L'opinion publique, la classe politique israélienne et le discours de Binyamin Netanyahu" - Par Jean-Yves CAMUS, chercheur associé à l'IRIS, 23 juin



"World Refugee Day 2009 : Assessing the Obama Administration's Response to the Iraqi Refugee Situation" - Par Matthew DEARBORN, assistant de recherche à l'IRIS, 22 juin



"Une discussion maritime sino-américaine hautement stratégique" - Par Jean-Vincent BRISSET, directeur de recherche à l'IRIS, 22 juin



"Iran : la République islamique en déroute ?" - Par Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS, 19 juin



"Faut-il avoir peur de la bombe iranienne ?" - Interview de Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS par Henri GUIRCHOUN et Jean-Baptiste NAUDET (Le Nouvel Observateur, 18 juin), 19 juin



"Alors que le Tribunal spécial pour le Liban s'est ouvert à la Haye le 1er mars 2009, sa création est-elle justifiée ? / Ziad Majed" - Par Ziad MAJED, politologue libanais, 18 juin



"Alors que le Tribunal spécial pour le Liban s'est ouvert à la Haye le 1er mars 2009, sa création est-elle justifiée ? / Jean-Paul Chagnollaud" - Par Jean-Paul CHAGNOLLAUD, professeur de sciences politiques à l'Université, 18 juin



"Israël et le nationalisme religieux" - Par Marius SCHATTNER, Correspondant de l'AFP à Jérusalem et auteur de « Israël, l'autre conflit. Laïcs contre religieux. », (Ed. André Versaille), 18 juin

Dans la presse

QUE DOIT FAIRE OBAMA AVEC L'IRAN ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 20 juin

Alors que l'Iran traverse des troubles suite à des élections contestées, Barack Obama, largement attendu, a préféré s'exprimer de manière mesurée sur les résultats. Les raisons d'une intervention politique sensible. [SUITE PAGE 3](#)

EUROPE SLEEPS AS POWER PASSES IT BY

Pascal Boniface / The Washington Post - Etats-Unis / 19 juin

The European Parliament elections turned out to be a democratic disaster. Massive abstention underscored the strong disinterest - if not mistrust - many European citizens have toward the election of their European representatives. This is not good news, now that the European Parliament has begun to wield more authority. [SUITE PAGE 4](#)

IRAN : OÙ VA LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

Karim Pakzad / La Presse - Québec / 19 juin

La République islamique d'Iran traverse aujourd'hui la crise la plus importante de son histoire. Elle se trouve à la croisée des chemins. Bien évidemment, aucun des candidats au scrutin du 12 juin ne remettrait en cause l'existence d'un régime fondé sur la primauté d'un guide religieux sur toutes les institutions, y compris sur celles qui sont élues au suffrage universel. C'est le caractère théocratique et autoritaire du régime iranien. Mais n'oublions pas que l'Iran est aussi une république. [SUITE PAGE 5](#)

Parution



Présentation page 10

Médias



→ TÉLÉVISION

La Colombie
À VENIR - *Le débat*, Jean-Jacques Kourliandsky par Public Sénat (27, 28, 29/06 et 4, 5/07)

Netanyahu à Paris
A la Une, Barah Mikail par France 24 (24/06)

Elections présidentielles en Iran
Karim Pakzad par
- *A la Une*, Caroline de Camaret (France 24, 22/06)
- *Journal de 14h*, France 24 (20/06)
- *Journal de 13h*, Elise Lucet (France 2, 18/06)

Qui est monsieur Barroso?
C dans l'air, Pierre Verluise par Yves Calvi (France 5, 18/06)

Coupe des confédérations
Pascal Boniface par Christophe Jammot et Jean-Luc Arribart (Eurosport, 14/06)

→ RADIO

Elections présidentielles en Iran
> Barah Mikail par
- Beur FM (23/06)
- RCF (23/06)
> Karim Pakzad par
- Pierre Bousset (Médi 1, 22/06)
- Natacha Rios (Radio Orient, 19/06)
- Warda Aktouf (Radio Algérie, 19/06)
- Ahmed El Keyi (Beur FM, 17/06)
> Pascal Boniface par T. Debergeyck (RTL - Belgique, 19/06)

Situation militaire au Pakistan
Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 22/06)

Discours du guide Khomeiny
Didier Billion par Radio atlantique - Maroc (19/06)

Dans la presse

FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA BOMBE IRANIENNE ?

Pascal Boniface par Henri Guirchoun et Jean-Baptiste Naudet / Le Nouvel Observateur / 18 juin

Difficile de savoir exactement où ils en sont car nous sommes dépendants des sources du renseignement. Le dernier rapport réalisé par les 16 agences de sécurité américaines réunies a jeté un pavé dans la mare. [SUITE PAGE 6](#)

DIOUF A CHOISI ENTRE SON POSTE ET SON HONNEUR

Pascal Boniface par Jérôme Sillon / RMC.fr / 18 juin

Pape Diouf a un certain sens de l'honneur et de la dignité. Ainsi, il n'entendait plus être convoqué de façon extrêmement aléatoire, et avoir un contrôle bureaucratique et tatillon de la part de la Holding. Il entendait simplement que ces mérites soient reconnus, et ne pas être convoqué comme un subalterne à des réunions à Paris, alors que la plupart de ceux qui y participaient étaient à Marseille. [SUITE PAGE 7](#)

FACE À LA CRISE, LE RETOUR EN GRÂCE DU "MODÈLE FRANÇAIS"

Karim Emile Bitar / La Revue parlementaire / juin

Jon Stewart et Bill Maher sont deux animateurs de télévision très célèbres aux Etats-Unis. Leurs émissions, le "Daily Show" pour Stewart et "Politically Incorrect" puis "Real Time", pour Maher, sont devenues des émissions phares car elles combinent avec un rare talent humour et analyse politique. [SUITE PAGE 8](#)

Manifestation

PUBLIC GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Lundi 29 juin 2009 / 9h-18h / Institut catholique de Paris

L'IFORE (Institut de Formation de l'environnement - organisme de formation du Ministère de l'Ecologie) organise en partenariat avec l'IRIS une journée de conférences dédiée à la géopolitique des ressources naturelles renouvelables. Seront ainsi développées les thématiques suivantes : état des services de la nature; activité humaine comme source de dégradation de l'environnement et menace pour la sécurité internationale ; multinationales et instances internationales : aide ou frein pour le développement ; géopolitique des ressources...

Inscription gratuite et obligatoire avant le 19 juin, dans la limite des places disponibles auprès de l'IFORE: www.iris-france.org/docs/pdf/up_docs_bdd/20090525-174150.pdf

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES **RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **RELATIONS INTERNATIONALES**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ÉTUDES EUROPÉENNES**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Médias

L'éthique dans le football

Pascal Boniface par Marc Olivier (Radio Vatican, 19/06)

L'Inde contemporaine

Midi Magazine, Olivier Guillard par Fréquence Protestante (19/06)

La prolifération nucléaire

Le téléphone sonne, Pascal Boniface par Alain Bédouet (France Inter, 18/06)

→ PRESSE ÉCRITE

L'Iran et les pays arabes

Karim Pakzad par Laurence Provenzano (Jeune Afrique, 24/06)

Les relations France-Qatar

Barah Mikail par Le Parisien (24/06)

Football et dictatures, une cohabitation difficile

Pascal Boniface par Maxime Mianat (France Soir, 23/06)

Elections présidentielle en Iran

Karim Pakzad par
- Laure Salem (Réformes, 22/06)
- Alexis Kputeynikoff (Témoignage Chrétien, 18/06)

Vers une diplomatie du ballon entre les deux Corée?

Pascal Boniface par 20 Minutes.fr (19/06)

Relations France / Qatar

Pascal Boniface par L'Agence d'information du Qatar (19/06)

Pape Diouf

Pascal Boniface par 20 Minutes.fr (18/06)

La liberté d'expression

"Chat" avec Pascal Boniface par 20 Minutes.fr (18/06)

Mutations des frontières de l'Europe

Pierre Verluise par Alexandre Juillet (Le Dauphiné, mai)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à : contact@iris-france.org

QUE DOIT FAIRE OBAMA AVEC L'IRAN ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 20 juin

Alors que l'Iran traverse des troubles suite à des élections contestées, Barack Obama, largement attendu, a préféré s'exprimer de manière mesurée sur les résultats. Les raisons d'une intervention politique sensible.

S'exprimant sur les troubles consécutifs au résultat officiel du scrutin présidentiel en Iran, Barack Obama a affirmé qu'il ne servirait à rien que les Etats-Unis soient perçus par le monde comme se mêlant de ce problème, rejetant ainsi toute volonté d'ingérence.

Cette phrase semble résumer à elle seule la situation délicate dans laquelle se trouve le président américain, qui a tendu la main à Téhéran il y a quelques semaines, et pourrait avoir face à lui un président iranien réélu dans des conditions discutables, et plus marqué que jamais par une attitude intransigeante face à son opposition.

Le choix de la concertation

Le président américain a attendu plus longtemps que la plupart des autres dirigeants occidentaux. A Washington, même le président Biden s'est exprimé avant lui, émettant dès dimanche des doutes sur l'ampleur de la victoire des conservateurs iraniens, et s'inquiétant des troubles déjà perceptibles alors à Téhéran.

Alors pourquoi avoir attendu si longtemps ? Barack Obama privilégie un style collégial en matière de gouvernement, et l'ensemble des décisions qu'il prend et des orientations qu'il donne sont le résultat de discussions avec ses collaborateurs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a souvent nommé des personnalités très expérimentées à différents postes clefs. Ainsi, même si les grandes décisions sont sous son autorité, il consulte avant de s'exprimer. C'est le cas sur les questions économiques et sociales, ça l'est encore plus nettement en matière de politique étrangère. Dès lors, plutôt que de porter un jugement hâtif et aux conséquences incertaines sur la situation en Iran, il a préféré prendre un peu de recul.

Pourquoi Obama doit faire quelque chose ?

Il n'en demeure pas moins que la Maison-Blanche ne peut rester sans réagir. Depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, les Etats-Unis se sont engagés dans une vaste redéfinition de leur politique étrangère, avec pour objectif de restaurer l'image de Washington sur la scène internationale.

Obama incarne par ailleurs un idéal de démocratie et de liberté, et se voit dans l'obligation de s'inquiéter de la violence relevée à Téhéran, même si cela ne doit pas se traduire par une volonté d'ingérence. Le président américain a ainsi estimé que *"le processus démocratique, la liberté d'expression, la capacité des peuples à s'opposer pacifiquement, toutes ces valeurs sont universelles et doivent être respectées"*. Des propos qui ne sont pas sans rappeler ses prises de position à l'occasion des troubles au Tibet au printemps 2008, tandis qu'il brigait l'investiture démocrate et invitait le président Bush à réfléchir à assister ou non à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin.

Par ailleurs, Obama sait mieux que quiconque que la situation actuelle en Iran et le maintien au pouvoir d'Ahmadinejad apportent plus de crédibilité aux positions du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à l'encontre de Téhéran, et fait donc le jeu des faucons dans une région hautement sensible. Le président américain ne peut se permettre de voir son option diplomatique ainsi réduite à néant. Dans ces conditions, il est dans l'obligation de faire preuve de pragmatisme, mais ne peut rester inactif.

La question nucléaire à la source d'une attitude pragmatique

Le pragmatisme d'Obama s'explique en grande partie par le difficile dossier nucléaire iranien, et la nécessité de ne pas porter un coup fatal aux tentatives de dialogue dont il est lui-même l'un des principaux artisans. Le président américain sait qu'avec Moussavi ou Ahmadinejad, la question de la prolifération restera de toute façon au cœur des discussions avec Téhéran.

A cet égard, il convient de rappeler que si le président actuel s'est illustré par ses sorties hautement critiquables sur l'existence de l'Etat d'Israël, ce n'est pas lui qui a lancé l'Iran sur la voie de la prolifération nucléaire. Il n'est que l'héritier d'une tendance plus ancienne, et dont le soutien populaire dépasse très largement son électorat. Pas sûr donc qu'avec le réformateur Moussavi, Téhéran démantèlerait sans condition l'ensemble de ses installations nucléaires. Dans ces conditions, nul n'est besoin de s'enthousiasmer de façon excessive pour l'un des candidats, au risque de perdre toute crédibilité à la fois dans le cas d'une victoire de l'autre, mais également si les attentes ne sont pas suivies d'effet.

Une marge de manœuvre limitée

Pour l'heure, Obama préfère donc attendre que le guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, rende son verdict quant au résultat de cette élection. Selon le président américain, la décision d'Ali Khamenei d'ordonner une enquête *"montrant qu'il comprend que le peuple iranien est profondément inquiet"*. Il faut dire que la marge de manœuvre du président américain est limitée. En cas de confirmation de la victoire d'Ahmadinejad, sa politique de main tendue vers Téhéran pourrait être fortement critiquée, notamment au Congrès.

Mais Obama ne peut pas non plus rompre les relations, déjà difficiles, avec l'Iran sans trahir ses objectifs. Pour rester crédible, il doit donc à la fois s'assurer que la porte des négociations sur le dossier nucléaire et le rétablissement des liens diplomatiques reste ouverte, tout en marquant sa désapprobation à l'égard des méthodes du gouvernement iranien, au risque d'être critiqué pour cynisme. Une valse pour le moins difficile dont il se serait en tout cas bien passé. ■

EUROPE SLEEPS AS POWER PASSES IT BY

Pascal Boniface / The Washington Post - Etats-Unis / 19 juin

The European Parliament elections turned out to be a democratic disaster. Massive abstention underscored the strong disinterest - if not mistrust - many European citizens have toward the election of their European representatives. This is not good news, now that the European Parliament has begun to wield more authority. In addition, the anti-institutional vote was important. Political parties supporting more European integration actually represent only a small percentage of European citizens. The protest vote is likely to trigger -- or more precisely reopen -- a debate over the legitimacy and popularity of European institutions.

Strangely, the euro-pessimism or euro fatigue so evident among Europeans themselves stands in stark contrast to the ambitions that non-EU citizens seem to hold for the EU. Neighboring countries want to join the EU and people in many parts of the world are eager to see Europe playing a more active international role, becoming a global player.

The situation is thus neither satisfactory nor gloomy. But if nothing is done it could worsen. When we look to Europe's near-term future, there is some reason to be pessimistic. Europe risks being downgraded as a power and losing credibility. The risk for Europe is to be a minor player in a world that is becoming multipolar.

In this regard, Obama's election is both good and bad news for Europeans. It represents hope for a U.S. open to multilateralism and greater cooperation with other nations. But Europe is not a top priority on Obama's strategic agenda. And such new American approaches could dilute one of Europe's main assets vis-à-vis most foreign countries: its use of soft power, in contrast with - and sometimes opposition to - American hard - and occasionally brutal - power. With Obama in the White House, the United States could utilize both soft and hard power in a more convincing manner than Europe.

The EU's international policy is still largely dependent on great European powers. But French, German, Italian, Spanish, and British leaders seem to prefer to play solo rather than to cooperate. Rivalries - including personal ones - are stronger than collective approaches. The European Commission is composed of second rank people. None of the Commissioners are known outside Brussels - in fact most are not even known in their own countries. Current European Commission President Manuel Barroso, focused on his own probable re-election, seeks least common denominator policies and seems unable to launch ambitious projects.

Europe is sleeping while others poles of power are marching on. The awakening could be painful. The sooner the better. ■

IRAN : OÙ VA LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

Karim Pakzad / La Presse - Québec / 19 juin

La République islamique d'Iran traverse aujourd'hui la crise la plus importante de son histoire. Elle se trouve à la croisée des chemins. Bien évidemment, aucun des candidats au scrutin du 12 juin ne remettait en cause l'existence d'un régime fondé sur la primauté d'un guide religieux sur toutes les institutions, y compris sur celles qui sont élues au suffrage universel. C'est le caractère théocratique et autoritaire du régime iranien. Mais n'oublions pas que l'Iran est aussi une république. D'où l'importance de l'élection d'un président de la République qui a un rôle non négligeable dans la conduite des affaires de la nation. Pour ceux qui ont suivi la situation politique de l'Iran depuis 1997, la politique de réformes à l'intérieur et la détente et dialogue à l'extérieur menée par l'ancien président Mohammad Khatami est à mille lieux de celle de Mahmoud Ahmadinejad fondée sur le populisme à l'intérieur du pays et la provocation envers le monde occidental.

En regardant de plus près la situation créée avant et après l'élection présidentielle du 12 juin, l'on ne peut que constater que les deux éléments constitutifs de la République islamique, l'autorité d'un guide islamique, qui a abandonné son rôle d'arbitre ; et le caractère républicain du régime symbolisé par l'élection d'un président de la République au suffrage universel, sont désormais remis en cause par la tournure des événements. Quoi qu'il arrive dans les jours ou les mois qui viennent, une période importante de l'histoire de l'Iran qui a débuté avec la révolution islamique de février 1979 s'achève avec la contestation massive par la population du résultat tronqué de l'élection, hâtivement validé par le guide suprême Ali Khamenei. Dès lors, même si les contestataires mènent leurs actions dans le cadre du système actuel, c'est bien l'autorité du guide, qui a donné sa bénédiction à l'élection d'Ahmadinejad, qui est contestée et non simplement la "réélection" de ce dernier.

Ali Khamenei s'est mis dans une situation difficile et n'a en pratique que deux choix devant lui : soit il se désavoue et invalide le résultat - cette décision sera saluée par les Iraniens, mais affaiblira à long terme son autorité et sa légitimité, lui qui a été le seul véritable soutien d'Ahmadinejad. Soit il impose Ahmadinejad contre la volonté de la majorité de la population iranienne en réprimant dans le sang la volonté populaire. Dans ce cas, la fonction de la présidence de la République sera affaiblie et sans légitimité. N'oublions pas que la République islamique d'aujourd'hui ne ressemble en rien à celle du début de la révolution. La candidature

d'Ahmadinejad n'a pas été soutenue par la majorité des clergés et n'est apparue que comme le candidat du guide suprême. Il ne pouvait en réalité compter que sur le soutien de ses électeurs traditionnels (pas plus de 15 % de population) des quartiers populaires et des villages reculés qu'il a pu préserver à coup de subventions, de distribution d'argent, de bons d'achat et de produits de consommation courante. Le régime islamique s'appuie de plus en plus sur les forces de répression comme les Gardiens de la révolution ou des milices islamiques, plutôt que sur les clergés. Ces derniers ont majoritairement soutenu la candidature de Mir Hussein Moussavi ou de Mehdi Karoubi. Mir Hussein Moussavi a eu par contre le soutien d'une partie importante des clergés, de la quasi-totalité des partis réformateurs et de l'ex-président Mohammad Khatami. Mais la plus grande force de Moussavi était la mobilisation de près de 30 % d'électeurs supplémentaires par rapport au scrutin de 2005, au cours des dix derniers jours précédant le vote, majoritairement des jeunes et des femmes.

Aujourd'hui, plusieurs grands ayatollahs, Ali Montazeri, Nasser Makaram Chirazi, Assadullah Zanjani, Moussavi Ardebili ou le grand ayatollah Sanaïe, inquiets de la perte de légitimité du régime, ont adressé une injonction au pouvoir pour qu'il examine avec soin les plaintes des candidats qui contestent le résultat. Certains d'entre eux, comme le grand ayatollah Al Montaezeri, soutiennent les manifestants. Or, ceux qui connaissent le monde chiïte savent que l'autorité religieuse et morale de ces grands ayatollahs est supérieure à celle du guide. Dans le système doctrinal du chiïsme, ils sont des " *marjaas* " (sources d'imitation pour les fidèles, ce que n'est pas le cas d'Ali Khamenei). C'est la raison pour laquelle la situation actuelle marque incontestablement une crise du régime davantage qu'une simple fraude électorale. ■

FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA BOMBE IRANIENNE ?

Pascal Boniface par Henri Guirchoun et Jean-Baptiste Naudet / Le Nouvel Observateur / 18 juin

Où en est le programme militaire nucléaire iranien ? Téhéran veut-il vraiment avoir la bombe ou rester au seuil atomique ?

Difficile de savoir exactement où ils en sont car nous sommes dépendants des sources du renseignement. Le dernier rapport réalisé par les 16 agences de sécurité américaines réunies a jeté un pavé dans la mare. Il a pris à contre-pied ce qui était dit en estimant que l'Iran avait cessé son programme militaire, qu'il n'était pas bientôt prêt à avoir l'arme nucléaire, parlant même d'un délai de plusieurs années, au moins jusqu'à 2012. Pourtant les experts affirment chaque année, mais depuis une dizaine d'années..., que les Iraniens sont à un an d'avoir l'arme nucléaire. Ils se trompent ou nous trompent. Ceux qui disent que l'Iran va bientôt avoir l'arme nucléaire sont les mêmes que ceux qui ont affirmé, à tort, que l'Irak de Saddam Hussein avait des armes de destruction massive, qu'il fallait lui faire la guerre. Les Iraniens veulent-ils utiliser l'arme ? Veulent-ils détruire Israël ? J'en doute quelques soient leurs provocations. Car ils savent qu'ils seraient détruit en retour et n'ont pas envie de se suicider. Ce que veulent les dirigeants iraniens, c'est protéger, sanctuariser leur pays et leur régime. L'Iran fait peur à tout le monde. Mais, plusieurs fois attaqué, notamment à l'arme chimique, encerclé par un dispositif militaire américain, l'Iran a peur de tout le monde. S'il fabrique l'arme nucléaire, au lieu de se protéger, l'Iran risque une frappe décapitante. On peut donc penser que l'Iran veut juste aller le plus loin possible jusqu'au seuil.

Un Iran nucléaire est-il forcément dangereux ?

Certains suprématistes occidentaux trouvent que l'arme nucléaire est bonne pour les peuples "civilisés", "blancs", par extension pour la Chine, mais que les autres ne sont pas mûrs pour la maîtriser. C'est tout le débat sur l'irrationalité des dirigeants du Sud. Est-ce que Mao, Staline, ou même Kennedy en se lançant dans la guerre du Vietnam, étaient rationnels ? C'est confondre sympathique et rassurant, mélanger le débat sur les valeurs et celui sur la rationalité. On peut ne pas partager les valeurs des dirigeants actuels de l'Iran. Mais dirent qu'ils sont fous, c'est autre chose. On peut ne pas partager les valeurs de la Corée du Nord et constater que ses dirigeants arrivent à s'en sortir dans leur chantage

permanent, avec des arguments assez faibles. Donc qu'ils ont un comportement très rationnel. Si l'Iran avait l'arme nucléaire, ce serait certes une modification de l'équilibre des forces dans une région déjà très instable. Quelques soient les menaces de l'Iran, le danger est moins pour Israël, qui a une peur existentielle, que pour le Traité de non prolifération (TNP) qui va voler en éclat. Ce qui va inciter d'autres pays de la région à se lancer dans la course au nucléaire.

Comment empêcher l'Iran d'avoir la bombe ?

Certains disent qu'une guerre serait moins grave qu'un Iran nucléaire, les mêmes qui avaient dit que tout se passerait bien en Irak. Mais la seule chose que George Bush ait refusé à Israël, c'est à l'automne dernier, des frappes sur l'Iran, qui auraient eu des conséquences incalculables mais majeures. Ceux qui ont aimé la guerre contre l'Irak adoreront celle contre l'Iran ! Le choix n'est pas entre un Iran nucléaire et une guerre pour l'éviter. Il faut empêcher que l'Iran ait l'arme nucléaire. Mais il ne faut pas confondre les effets et les causes, en risquant d'aggraver le mal. Si on reconnaît les problèmes de sécurité de l'Iran, même si nous n'aimons pas ce régime, qu'il ait la garantie qu'on ne veut pas renverser le régime par la force, la crise peut se dénouer. Mais les éradicateurs nucléaires pensent que l'Iran est un pays du Sud, qui doit se mettre à genoux devant le grand chef blanc. Cette époque coloniale est révolue. Si on leur demande de céder sur le nucléaire en leur proposant quelque verroterie, cela ne marchera pas.

Quel est l'impact du développement du programme nucléaire nord-coréen sur l'Iran, sur la prolifération ?

La prolifération nord-coréenne donne de l'espace à l'Iran et inversement. Cela demande aux pays occidentaux de faire un effort. Si Barack Obama a dessiné la perspective, même à long terme, d'un monde non-nucléaire, c'est bien pour répondre aux accusations des pays qui soulignent qu'on leur demande de renoncer à l'arme nucléaire alors que les Occidentaux en font le cœur de leur sécurité. ■

" DIOUF A CHOISI ENTRE SON POSTE ET SON HONNEUR "

Pascal Boniface / RMC.fr / 18 juin

Quelles sont les raisons qui ont conduit au clash entre Pape Diouf et Robert Louis-Dreyfus ?

Pape Diouf a un certain sens de l'honneur et de la dignité. Ainsi, il n'entendait plus être convoqué de façon extrêmement aléatoire, et avoir un contrôle bureaucratique et tatillon de la part de la Holding. Il entendait simplement que ces mérites soient reconnus, et ne pas être convoqué comme un subalterne à des réunions à Paris, alors que la plupart de ceux qui y participaient étaient à Marseille.

Pape Diouf a-t-il été piégé par le président du Conseil de Surveillance Vincent Labrune ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Vincent Labrune n'a pas joué de façon ouverte. Effectivement, il a tendu un piège à Pape Diouf, en sachant en plus que cela marcherait car ce dernier est quelqu'un qui ne se courbe pas. Ce piège n'aurait pas fonctionné avec une personne docile, ce qui n'est pas le cas de Pape Diouf. C'est ce qui fait sa qualité en même temps... Comme il n'est pas courtisan, il en paye le prix.

Vous qui le connaissez bien, pensez-vous que cette décision de quitter l'OM ait été un crève-cœur pour lui ?

Il disait qu'il travaillait toujours pour l'avenir de l'OM, et en même temps comme si cela devait être le dernier jour. Cela veut simplement dire que Pape Diouf, à la différence de beaucoup de personnages, n'aurait pas accepté que son honneur soit en jeu et préférerait quitter le club. Je sais que cela lui en coûte car il est viscéralement attaché à l'OM. Il est sans doute malheureux aujourd'hui, mais en même temps il a eu à choisir entre un poste et son honneur. Et il n'a pas voulu continuer à être président de l'OM dans des conditions qui auraient été attentatoire à son honneur.

Que peut-on craindre pour l'OM après le départ de Pape Diouf ?

Ce que l'on peut craindre, c'est que l'OM retombe de nouveau dans une zone de turbulence. Depuis cinq ans, Pape Diouf avait apporté la stabilité, une image nettement améliorée du club, la pacification des relations avec les supporters, et le fait que l'on parle de l'OM dans les pages sportives et non plus juridiques... Tout ce travail patient est forcément remis en cause avec son départ.

Que pensez-vous du système mis en place par Robert Louis-Dreyfus à l'OM, à savoir avoir une direction à deux têtes avec Pape Diouf et Vincent Labrune. Etait-ce la meilleure méthode selon vous ?

La preuve que non. Pape Diouf est évincé et je ne pense pas que Vincent Labrune ait une très grande popularité. Honnêtement, le club se porte-t-il bien aujourd'hui ? Se porte-t-il mieux aujourd'hui qu'il y a trois jours ? Ce type de schémas qui a conduit à des évictions successives, c'est un choix anti-stabilité. C'est tout sauf se projeter dans le futur. ■

FACE À LA CRISE, LE RETOUR EN GRÂCE DU "MODÈLE FRANÇAIS"

Karim Emile Bitar / La Revue parlementaire / juin

Jon Stewart et Bill Maher sont deux animateurs de télévision très célèbres aux Etats-Unis. Leurs émissions, le "Daily Show" pour Stewart et "Politically Incorrect" puis "Real Time", pour Maher, sont devenues des émissions phares car elles combinent avec un rare talent humour et analyse politique. Outre leur causticité et leur esprit sardonique, Stewart et Maher ont en commun d'être de grands admirateurs de la France et du modèle français, qu'ils ont défendu(1), quasiment seuls contre tous, entre 2002 et 2008, alors que la France était traînée dans la boue par la plupart des organes de presse américaine(2). Ironie de l'histoire, leur défense du modèle français est devenue beaucoup plus aisée depuis quelques mois, puisque les Etats-Unis ont élu un président progressiste, et puisque la crise économique systémique qui frappe l'économie mondiale, et qui trouve son origine dans la crise de l'immobilier américain, a incité un grand nombre d'Américains à remettre en question leur modèle, à se demander si la dérégulation à outrance n'avait pas une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la crise, et si les Français n'auraient pas trouvé un meilleur équilibre entre liberté d'entreprendre et protection des droits sociaux. Comme l'a écrit récemment l'économiste en chef de la Bank of America : "L'interventionnisme pragmatique à la française gagne du terrain, tandis que d'autres modèles économiques ont perdu toute crédibilité". C'est dans ce contexte que la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, qui se dit fière du caractère "équilibré" de l'économie française, a récemment participé à l'émission de Stewart, où elle a effectué une prestation jugée très honorable.

Où sont passés les déclinologues ?

Lorsque, avec le recul, les historiens reviendront sur l'élection présidentielle de 2007, ils noteront probablement que la victoire de Nicolas Sarkozy doit beaucoup aux écrits des déclinologues, lesquels sont parvenus à persuader une majorité des électeurs que le "modèle français" avait fait son temps, que leur pays était sur une pente fatale et que seule une "rupture", une "thérapie de choc", en l'occurrence une authentique révolution néolibérale et néoconservatrice était susceptible de remettre le pays sur le droit chemin. Certains arguments qu'ils soulevaient ne manquaient pas de pertinence, notamment la faiblesse des investissements français en matière de recherche et de développement, la déliquescence des universités, la faiblesse des PME françaises sur les marchés internationaux, un haut niveau d'endettement - quoique inférieur à celui de l'Allemagne -, ainsi qu'un taux de chômage structurel légèrement plus élevé que la moyenne européenne... D'autres arguments étaient contestables, notamment ceux portant sur la durée du temps de travail en

France, qui contrairement aux idées reçues, est dans la moyenne européenne et non pas à la traîne, et avec une productivité horaire légèrement supérieure, selon l'OCDE, à celle constatée aux Etats-Unis. Il y avait également des arguments spécieux et un a priori idéologique, notamment à travers l'insistance sur la réduction des coûts salariaux pour accroître la compétitivité, argument qui passe outre le fait que, comme le souligne Jeffrey Sachs, les gains en matière de "compétitivité" se font souvent au détriment de la "civilité". Souhaiter maintenir une forte pression sur les salaires pour favoriser le libre-échange, notamment avec la Chine, ne conduit qu'à une très faible augmentation marginale de la compétitivité et à importer en France les fortes inégalités présentes à l'échelle internationale. Il s'agit d'un choix civilisationnel et non pas d'une simple décision économique. De même le retard français (et européen) par rapport aux Etats-Unis, en matière de PIB par habitant, résulte en grande partie d'un choix de société, d'une volonté de maintenir un équilibre entre le travail et les loisirs, et rien ne permet de dire que les Français aient fait un mauvais choix. Par ailleurs, les déclinologues passaient sous silence les nombreux atouts de la France sur le long terme, ses infrastructures remarquables, sa démographie solide, avec le taux de fécondité le plus élevé d'Europe, son soft power et son considérable capital de sympathie à travers la planète, son système de santé considéré par l'OMS comme étant le plus performant du monde, son attractivité pour les investisseurs étrangers. La France est par ailleurs la première destination touristique du monde, ce qui fait d'elle le deuxième exportateur de services.

Le modèle français, " amortisseur " de la crise, handicapera-t-il la sortie de crise ?

Mais le véritable coup de grâce aux théories déclinistes est venu de l'hebdomadaire britannique The Economist, dans son édition du 7 mai 2009. Peu suspect de sympathie envers le dirigisme ou le colbertisme, le magazine s'était longtemps fait le porte-voix des théories déclinistes et avait, en 2007, ouvertement appelé les Français à rompre avec leur modèle considéré comme moribond. Et voilà que deux années plus tard, le même magazine fait son autocritique et reconnaît que les maux dont il accablait la France avaient paradoxalement permis à ce pays de résister beaucoup mieux que les autres à la crise. Ce ne sont plus les Français qui sont sommés de se mettre à l'heure anglo-saxonne, mais les autres qui sont incités à imiter la France et à réintroduire une dose d'interventionnisme étatique et de régulation.

(Suite page suivante)

Le modèle social français, naguère jugé sclérosé et ringard, permet aujourd'hui, grâce à l'importance des dépenses sociales et au système de retraites par répartition, d'éviter un effondrement de la demande intérieure et de la consommation, et de limiter ainsi les dégâts de la crise.

Certes, la France, comme tous les autres pays, est vivement touchée. Mais elle s'en sort bien mieux que l'Allemagne, frappée de plein fouet par l'effondrement de ses exportations.

Le chômage augmente, mais relativement moins que dans la plupart des autres pays européens. Le risque toutefois est que le modèle français, parce qu'il demeure empreint de paternalisme, parce qu'il n'encourage pas suffisamment les innovations et les prises de risque, ne ralentisse quelque peu le redécollage économique, lorsque la crise sera derrière nous. Le socle idéologique sur lequel repose le modèle français, socle qui fut conçu en 1945 par le Conseil National de la Résistance, demeure remarquable dans ses principes et continue de faire l'admiration des observateurs extérieurs. Vouloir, au nom de la réforme, rompre brutalement avec cet héritage et remiser au placard ce modèle, reviendrait à jeter le bébé avec l'eau du bain. Pour autant, le modèle français pêche souvent par l'inadéquation flagrante entre les grands principes et les réalités concrètes.

Le grand défi sera donc de rester fidèles à la philosophie qui soutient le modèle français, tout en reconnaissant sans se voiler la face les nombreux dysfonctionnements apparus au fil des ans, et y remédier par des réformes qui seraient menées non pas dans l'optique d'imiter un quelconque modèle étranger, mais dans un état esprit français, c'est-à-dire en s'efforçant constamment de concilier compétitivité et solidarité. ■

1. Sur cette vidéo drolatique qui a beaucoup circulé sur Internet, Bill Maher défend la France face à la francophobie ambiante : http://www.dailymotion.com/video/x2cg96_bill-maheraime-les-francais_fun

2. Pour une brève recension de l'hystérie anti-française de la presse américaine, déclenchée au moment de la guerre d'Irak, voir l'article du journal britannique *The Guardian*, "Wimps, Weasels and Monkeys, the US media view of perfidious France", <http://www.guardian.co.uk/world/2003/feb/11/pressandpublishing.usa>



ÉTÉ 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE N°74

L'Allemagne, une nouvelle puissance?

Dossier sous la direction de Jacques-Pierre Gougeon

SOMMAIRE /

Autre regard

Le choc des cultures : un choc d'incultures / Yasmina Khadra

Éclairages

Survivances de l'anti-américanisme / Jean-Marie Colombani

Lutte contre le terrorisme : la technologie n'est pas neutre / Ayse Ceyhan

Dossier : L'ALLEMAGNE, UNE NOUVELLE PUISSANCE ?

Pour l'indifférence aux différences / Pascal Boniface

Il faut déconstruire nos classifications / Lilian Thuram

Éditorial / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne puissance / Jacques-Pierre Gougeon

Les relations germano-américaines : une nouvelle perspective / Karsten D. Voigt

La politique russe de l'Allemagne : entre attentisme et pragmatisme / Stephan Martens

France-Allemagne : vers une nouvelle rivalité ? / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne et l'Europe / Maxime Lefebvre

L'Allemagne et l'Asie / Olivier Guillard

La politique de défense de l'Allemagne : le post-traumatique est encore loin / Jean-Pierre Maulny

La nouvelle politique culturelle extérieure de l'Allemagne / Andreas Görgen

La relation franco-allemande, force d'impulsion en Europe / Bruno Le Maire

Faire vivre la relation franco-allemande / Jean-Marc Ayrault

Une économie malmenée mais insérée dans la mondialisation / Benoît Chervelier

Le nouveau paysage politique en Allemagne / Jérôme Vaillant

Le modèle social allemand en sursis ? / Brigitte Lestrade

L'Allemagne face à l'immigration et l'intégration / Ernst Hillebrand

L'Allemagne face à son histoire / Hélène Miard-Delacroix

France-Allemagne : dépasser les clichés / Bixente Lizarazu

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org